

Grève dans la Poste et l'Education du 24 novembre

Construire la mobilisation dans la durée

Face au projet de privatisation de la Poste et aux suppressions de postes dans l'Education nationale, les organisations syndicales appellent à une journée de grève le 24 novembre. Pour faire reculer pour de bon la casse du service public, il faut débattre dès maintenant des suites de cette journée.

POSTE : FAIRE GRÈVE POUR GAGNER

Plusieurs organisations syndicales (SUD-FO-CFTC, rejointes par la CGT dans certains secteurs) appellent à la grève reconductible contre la privatisation de la Poste à partir du 24 novembre. De fait, cela est aujourd'hui le seul moyen de faire reculer le gouvernement.

Dès le lendemain de la votation citoyenne contre la privatisation du 3 octobre dernier, le gouvernement a affirmé qu'il maintenait son projet de loi. Ce n'est pas en réitérant une mobilisation citoyenne comme celle du 3 octobre dernier que nous franchirons une étape de plus mais bien en entamant d'un côté la construction d'un rapport de force au sein de l'entreprise, par la grève des postières et des postiers, de l'autre la construction d'un soutien à cette grève.

La votation citoyenne a montré que cette grève peut être un symbole de la lutte contre la casse du service public. La constitution de caisses de solidarité avec les grévistes est donc à portée de main, pour peu que les collectifs contre la privatisation s'en donnent les

moyens. De même, l'organisation d'une manifestation nationale à Paris, réunissant postier-e-s et usager-e-s, pourrait donner le coup de grâce au projet du gouvernement.

ÉDUCATION : FAIRE FACE AUX SUPPRESSIONS DE POSTE

Dans l'Education nationale, le budget 2010 prévoit 16000 suppressions de poste, qui viendraient s'ajouter aux 25000 postes supprimés depuis deux ans. Les conséquences de ces suppressions sont tangibles : classes surchargées, recours massif à la précarité, stress accru etc.

Face à cela, la journée de grève du 24 novembre arrive bien tard dans l'année. Sa configuration est inédite puisque c'est SUD, la CGT et la FSU, c'est-à-dire les trois principaux syndicats de lutte de l'Education nationale, qui appellent à faire grève et à tenir des assemblées générales pour discuter des suites.

Mais l'enjeu aujourd'hui ne peut pas se limiter à une unité d'action des syndicats de lutte au sommet. Il importe de construire une résistance face aux suppressions de postes par la mobilisation

des personnels de l'Education nationale. Cette journée doit servir à engager le débat dans nos établissements et nos sections syndicales sur cette question.

C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER

Ce n'est pas la combativité qui manque aujourd'hui en France, mais plutôt la volonté de fédérer nos luttes. On pourrait en effet ajouter aux mobilisations dans l'Education nationale et la Poste celles des banques, des salarié-e-s en butte aux licenciements, des travailleur-se-s sans-papiers pour leur régularisation, des cheminot-e-s contre la privatisation rampante de la SNCF etc. Ces différentes mobilisations n'ont pas exactement les mêmes motifs, mais elles ont en commun une volonté de s'opposer à la politique du gouvernement et du patronat, qui consiste à faire payer la crise financière aux travailleuses et aux travailleurs par les licenciements et la casse du service public.



LE MENSUEL DISPONIBLE EN KIOSQUE

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à Alternative libertaire

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, paiement en ligne ou chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM.....PRÉNOM.....

TÉL.....E-MAIL.....

ADRESSE.....

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir des infos sur les ami-e-s d'AL

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org